



HAL
open science

Une épreuve médiatique? Les éleveurs bretons et les marées vertes

Alix Levain

► **To cite this version:**

Alix Levain. Une épreuve médiatique? Les éleveurs bretons et les marées vertes. *Études rurales*, 2016, 198, pp.171-194. 10.4000/etudesrurales.11414 . hal-01789483

HAL Id: hal-01789483

<https://hal.science/hal-01789483>

Submitted on 22 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNE ÉPREUVE MÉDIATIQUE ?

Alix Levain

LES ÉLEVEURS BRETONS ET LES MARÉES VERTES

ENTRE 2009 ET 2012, plusieurs accidents ont attiré l'attention des médias sur les dangers associés à la décomposition des algues vertes sur les plages bretonnes. Le nombre d'articles consacrés par la presse française aux marées vertes a ainsi été multiplié par dix entre 2008 et 2009¹. Ces chlorophytes marines ont alors acquis le statut de pollution majeure aux yeux d'un public élargi : leur médiatisation comme scandale sanitaire a amplifié et contribué à légitimer une critique multiforme de l'élevage intensif dominant dans la région [Le Chêne 2012 ; Levain 2014]. Cette crise médiatique a particulièrement exposé les éleveurs², en tant qu'individus et en tant que groupe professionnel structuré.

En mobilisant la sociologie des épreuves, cet article³ vise à rendre compte de la façon dont ils ont vécu, interprété et intégré cet événement médiatique dans leur expérience sociale. L'exposition médiatique sera, ici, considérée comme une épreuve : elle place les éleveurs dans une situation d'indétermination relative, les oblige à un travail d'évaluation de la situation et de mobilisation destiné à restaurer leurs

possibilités d'agir en cohérence avec « différents héritages culturels ou principes de légitimation » [Martuccelli 2015 : 49]. L'appropriation de cette rupture constitue le point de départ d'une expérience, entendue comme la transformation d'un choc en une mise en mouvement, génératrice d'apprentissage social [Dewey 2010 ; Stavo-Debauge 2012]. Cette épreuve est, en effet, porteuse de dynamiques émotionnelles individuelles et collectives qui modifient le rapport à l'expression publique des éleveurs, tout en contribuant à la structuration du problème public des marées vertes [Quéré 2012].

L'analyse s'appuie sur une enquête ethnographique menée entre 2010 et 2014, principalement sur trois des huit baies les plus touchées en Bretagne par les proliférations d'algues vertes : la baie de Lannion (Côtes-d'Armor), de Douarnenez et de la Forêt (Finistère). Le corpus résultant de l'enquête est

1. D'après un décompte réalisé *via Factiva*, à partir d'un corpus incluant la plupart des journaux nationaux et régionaux, 1 054 articles évoquant les marées vertes dans leur titre ont été recensés en 2009.

2. La fertilisation intensive des cultures, par l'apport d'engrais minéraux et d'effluents d'élevage, est identifiée comme la première source de fuites de sels nutritifs dans les cours d'eau. Ces nutriments permettent le développement des algues à l'origine des marées vertes. Plus de 90 % des nitrates qui parviennent dans les baies touchées par les marées vertes proviennent ainsi de l'activité agricole.

3. Cette recherche a bénéficié du soutien de la préfecture de la région Bretagne, du conseil régional de la Bretagne, des conseils départementaux des Côtes-d'Armor et du Finistère ainsi que du programme « Eaux et territoires » du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

composé de 200 entretiens semi-dirigés, dont 60 auprès de professionnels de l'agriculture, ainsi que d'observations réalisées au sein des arènes micro-locales et régionales dans lesquelles les pollutions agricoles sont gérées et débattues⁴. Il inclut également une analyse des délibérations de dix communes touchées, dont l'objectif était d'identifier les formes multiples de problématisation des marées vertes dans l'espace politique local, depuis leur apparition dans les années 1970.

Je montrerai d'abord que la médiatisation soudaine du danger sanitaire associé à ces marées constitue une épreuve inédite pour les éleveurs comme pour leurs porte-parole. Les contraintes qui entourent leur expression dans les médias conduisent une partie des agriculteurs vers le repli, l'autre vers l'action, sans que les moyens d'une coordination des discours et des mobilisations soient d'emblée identifiés. Je décrirai ensuite les formes que prend la réappropriation de l'espace médiatique par les éleveurs, par la mise en scène d'un rapport de force avec les écologistes, mais aussi par des déplacements stratégiques moins visibles.

Les vies médiatiques multiples des marées vertes

Les marées vertes sont l'objet d'un traitement médiatique bien distinct de celui des autres pollutions agricoles en Bretagne. Une récente étude [Brun et Haghe 2016] réalisée à partir des archives de l'Institut national de l'audio-visuel retrace la façon dont ce sujet a été abordé dans les reportages télévisuels depuis qu'il y est apparu au milieu des années 1980.

Son évocation suit une saisonnalité marquée, qui coïncide avec la période touristique estivale. Jusqu'à la fin des années 1980, les reportages mettent en avant les nuisances visuelles et olfactives que les algues vertes occasionnent et la menace qu'elles représentent pour la fréquentation des plages. Assimilées dans un premier temps à une pollution d'origine urbaine, elles sont présentées à partir des années 1990 comme une conséquence du productivisme agricole. Les reportages laissent d'abord une large place aux victimes des nuisances. Puis, progressivement, la parole est donnée aux gestionnaires locaux, qui évoquent des pistes de résolution à court ou moyen terme, et aux chercheurs qui expliquent les mécanismes déclenchant ces marées vertes. L'analyse montre également que les chaînes régionales ont, de façon plus systématique que les chaînes nationales, relié le problème des algues vertes à des expertises contradictoires concernant le « modèle » agricole breton et ses conséquences.

Au cours de ces trente dernières années, l'attitude à adopter face à cette médiatisation saisonnière suscite des débats récurrents dans les baies touchées. L'analyse des comptes rendus des conseils municipaux des communes littorales permet d'en prendre la mesure :

4. Ces arènes se sont, en effet, multipliées au cours de cette période : la question des algues vertes est simultanément inscrite à l'ordre du jour des séances de conseils municipaux et communautaires, travaillée et débattue au sein des commissions locales de l'eau, ainsi que dans les instances régionales de gouvernance du Plan de lutte contre les algues vertes lancé en 2010. Elle est aussi évoquée lors de conférences et de manifestations organisées par les associations environnementalistes et par les organisations consulaires ou les syndicats agricoles.

faut-il ou non solliciter les journalistes pour dénoncer les difficultés auxquelles les communes littorales font face ? Le coût pour les finances locales s'avère très lourd pour les petites communes et les inquiétudes pour l'avenir poussent certains élus à relayer les discours des associations environnementalistes régionales sur le lien entre marées vertes et qualité de l'eau. Ils souhaitent, ce faisant, affirmer les limites de leur responsabilité politique face à un problème devant lequel ils se sentent démunis. D'autres craignent de compromettre la saison ou d'exacerber conflits et critiques et préfèrent ramasser les algues le plus discrètement possible. Ceux qui pensent que les échouages suffisent à altérer l'image du territoire et qu'alerter les médias est un moyen de lutte légitime s'opposent ainsi à ceux qui considèrent que cette publicité des marées vertes est plus nuisible que les algues elles-mêmes.

À la fin des années 1990, les politiques régionales visant à réguler les pratiques de fertilisation azotée dans le cadre de la mise en œuvre de la directive « nitrates » de 1991 suscitent de fortes résistances de la part des organisations agricoles majoritaires. Les critiques des associations environnementalistes, qui dénoncent cette attitude, sont relayées par la presse. Elles génèrent tensions et blocages dans les instances locales de gouvernance de l'eau – qui se mettent en place progressivement à l'échelle des bassins-versants alimentant les baies – auxquelles les collectivités locales encouragent les agriculteurs à participer. En effet, pour les éleveurs, les objectifs de réduction des flux de nitrates vers les milieux aquatiques semblent si difficiles à

atteindre que l'effort réalisé risque de paraître toujours insuffisant. Élus et représentants agricoles locaux s'accordent alors pour construire un discours médiatique positif, mettant l'accent sur les efforts accomplis, l'engagement des parties, l'efficacité du ramassage des algues, les espoirs de rémission.

Ainsi, le malaise lié au fait de s'exprimer dans les médias se renforce dans les baies touchées. Ce malaise concerne le tourisme et l'agriculture. Il aboutit, dans des territoires où ces activités incarnent les choix historiques et les espoirs de développements futurs, à un régime local de neutralisation des alertes [Châteauraynaud et Torny 1999 ; Levain 2014]. Autrement dit, l'expression médiatique met en jeu la loyauté des acteurs vis-à-vis de leur propre territoire.

C'est ce régime de neutralisation qu'Alain, militant environnementaliste en baie de Lannion et artisan de la mise en évidence du danger sanitaire, cherche à faire voler en éclats. Lanceur d'alertes, il fait davantage confiance aux médias nationaux qu'aux médias locaux qu'il estime muselés sur ces sujets. « Si les médias nationaux ne lancent pas l'affaire, à mon avis ils vont... pfft ! »⁵, dit-il, évoquant l'étouffement qu'il estime volontaire des nombreuses alertes qu'il a lancées par le passé. Les institutions qui n'ont pas ouvertement pris position contre le « système » agricole productiviste se retrouvent dans ce contexte directement mises en cause :

À partir des marées vertes, on peut aller beaucoup plus loin. [...] C'est pas seulement parce que ça pue [...]. Pour moi,

5. Entretien avec Alain, baie de Lannion, en mai 2011.

une marée verte, c'est une image de la Bretagne telle qu'elle a « viré » entre guillemets avec le modèle Gourvennec⁶ d'agriculture. [...] Les marées vertes, c'est la partie émergée de l'iceberg, on voit bien tout ce qui est enfoui et [qui] bien évidemment ne veut pas être vu par les responsables politiques de cette région⁷.

Alain interprète, en effet, la persistance des marées vertes comme le résultat d'une stratégie de déni coordonnée, impliquant à la fois les services de l'État, les maires, les organisations économiques agricoles et le syndicat agricole majoritaire, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Il dénonce la matérialité des pollutions (les volumes d'algues échoués, les nuisances, la toxicité) et le problème politique profond qui aurait rendu cette situation inévitable.

Du scandale localisé au scandale médiatique

Quelle que soit leur sensibilité vis-à-vis des marées vertes, toutes les personnes rencontrées s'accordent sur le fait qu'il existe un « avant » et un « après » 2009. L'accident qui coûte la vie à un cheval et met en danger son cavalier en juillet sur une plage de la baie de Lannion acquiert rapidement le statut d'événement. Les associations costarmoricaines de lutte contre les algues vertes alertent la presse locale et nationale, œuvrant pour faire reconnaître les émanations d'hydrogène sulfuré issues de la décomposition des algues vertes échouées comme un danger sanitaire majeur. S'en suivent mobilisations politiques (le Premier ministre fera sa rentrée sur le lieu de

l'accident), sociales et un ensemble de controverses sur l'intensité du risque encouru et les responsabilités respectives des victimes⁸, des acteurs locaux et de l'État. L'été suivant est calme, les marées vertes ayant été moins importantes et les échouages intensivement ramassés. Mais fin juillet 2011, un nouvel accident a lieu : en baie de Saint-Brieuc, on découvre une quarantaine d'animaux morts – principalement des sangliers – sur les berges d'un estuaire envahi d'algues vertes. Le caractère massif de la mort, la possibilité de mettre en symétrie porcs et sangliers, le suspense lié à la découverte progressive des cadavres et

6. Alexis Gourvennec est une figure du syndicalisme et de l'entrepreneuriat agricole des années 1960-1980. Il incarne encore aujourd'hui l'engagement résolu des coopératives agricoles de l'Ouest dans la modernisation par le désenclavement du territoire, par l'intensification et par la réappropriation des moyens de production en amont (notamment l'approvisionnement en aliment importé pour les élevages, les semences, les engrais et les produits phytosanitaires) et en aval (abattage et transformation).

7. Entretien avec Alain, *op. cit.*

8. Par exemple, l'attitude du cavalier victime de l'accident de juillet 2009 a fait l'objet de nombreuses mises en cause en baie de Lannion, y compris dans la presse : certaines reflètent la conscience locale ancienne des dangers d'enlèvement dans les estuaires et de la fragilité des chevaux (n'a-t-il pas pris des risques inconsidérés ?), d'autres la méfiance vis-à-vis des bénéfiques politiques que les associations écologistes tirent en première analyse de cet accident (quels sont ses liens exacts avec les associations et ne s'agit-il pas d'une mise en scène ?). Ces deux motifs de mise en cause sont très souvent repris par les éleveurs rencontrés au cours de cette enquête. Pour un exposé détaillé de ces controverses, voir A. Levain [2014].

aux résultats d'autopsies, l'extrême réactivité des acteurs alimentent alors un feuilleton médiatique qui durera tout l'été. Ces morts d'animaux facilitent la mise en intrigue d'un sujet bien connu mais qui se laissait, jusqu'à présent, difficilement saisir. Elles permettent en effet « aux journalistes de [leur] appliquer des schémas d'appréhension du monde pré-alables, en [les] considérant comme exemplaire(s) ou au contraire comme une rupture, un moment qui oblige à revoir nos cadres interprétatifs » [Mercier 2006 : 29].

Il s'agit bien d'une rupture, parce que le problème change de nature et d'échelle, du fait de la mise en relation entre l'agriculture et un risque de mort immédiate, qui place au premier plan la responsabilité de l'État. De plus, la compatibilité entre le maintien du modèle agricole dominant et le développement touristique peut être directement interrogée. Mais l'événement a aussi valeur d'exemplarité, dans le sens où la gravité du problème se trouve matérialisée par la brutalité des scènes qui se livrent aux regards, donnant à ces morts le statut d'une épreuve-sanction. Aux observateurs attentifs cependant, apparaît clairement l'intensité du travail mené par Sauvegarde du Trégor et Halte aux marées vertes, deux associations locales créées dans les années 2000. Les enquêtes sur les effets des proliférations sur la santé (*via* la sollicitation d'experts, la documentation, la recherche de témoins et de victimes) ont précédé et accompagné ces événements. Avant de « tuer », les marées vertes ont été cadrées comme un scandale et comme un risque [Levain 2013].

L'efficacité symbolique et pratique de cette activité de cadrage des marées vertes en tant que risque sanitaire s'avère redoutable.

Elle a des répercussions sur toutes les baies touchées et se nourrit du moindre fait divers. La synergie entre investigation militante et couverture journalistique devient rapidement une préoccupation majeure pour les élus locaux, les services de l'État et les représentants des éleveurs. Les médias, bien plus qu'une simple tribune, deviennent un acteur à part entière de cette mise en scène. « C'est une cocotte-minute depuis, on ne sait jamais quand, mais on sait que ça va exploser », m'explique ainsi Hélène⁹, cadre à la préfecture de région, pour rendre compte de l'anxiété que suscite la dynamique médiatique. Le problème des marées vertes est désormais déssectorisé : la dynamique s'étend bien au-delà des baies les plus touchées, la complémentarité entre tourisme et agriculture est directement questionnée, la responsabilité des institutions est mise en cause à chaque difficulté de gestion des échouages.

Incrédulité, colère et découragement : les émotions contradictoires des éleveurs

Le rôle clé des associations costarmoricaines de lutte contre les marées vertes dans la déssectorisation du « scandale » incite à observer de plus près les conditions locales qui l'ont rendue possible. Comme la quasi-totalité du littoral breton, les baies affectées par ces pollutions ont connu des évolutions socio-démographiques accélérées depuis la fin des années 1990 avec l'augmentation des zones résidentielles. L'agriculture n'est plus qu'une activité marginale dans de nombreuses communes côtières et elle redevient ponctuellement un enjeu politique par les nuisances

9. Entretien réalisé à Rennes en août 2012.

notamment olfactives et visuelles, qu'elle occasionne [Levain 2014]. En outre, les éleveurs, du fait de leurs contraintes professionnelles, sont moins disponibles pour s'impliquer dans la vie locale. Par ailleurs, d'anciennes associations, constituées dans les années 1970 pour lutter contre l'urbanisation, ciblent désormais les marées vertes, tandis que de nouvelles associations se créent. Ces dernières sont animées par de jeunes retraités, revenus sur leur terre d'origine une fois leur carrière terminée. Leurs mots d'ordre allient la dénonciation des nuisances et une critique plus globale de l'élevage intensif. Les correspondants locaux de la presse quotidienne régionale témoignent de l'amplification des sollicitations dont ils sont l'objet de la part de ces nouveaux acteurs. Ils les citent et opposent leurs arguments aux discours, à vocation apaisante et d'objectivation, des représentants des collectivités locales. Pour des raisons liées à l'évolution de la sociologie des correspondants¹⁰, à leurs conditions de travail et à leur sensibilité au problème, la parole des éleveurs n'est dans ce contexte pas sollicitée. L'un des correspondants interrogés évoque à ce sujet sa méconnaissance des questions agricoles, dont il n'a jamais à traiter ; un autre son souhait d'éviter les controverses ; un troisième son empathie pour les riverains et son admiration pour ceux qui bousculent les autorités locales. Cette situation accentue le sentiment des agriculteurs d'une contribution décisive des médias de proximité à la formation d'une opinion publique locale qui leur est hostile, comme l'explique Hervé : « Ils sont en train de parler d'un sujet, ils connaissent pas. [...] Oh, mais c'est permanent ! Il n'y a pas une semaine qui passe sans

algues vertes [...]. Je ne sais pas, c'est une pression »¹¹. Cette impression de subir un matraquage accentue son sentiment d'isolement et le conduit à envisager avec réticence une expression publique. « Si on ne veut plus de nous ici, il faut le dire ! », s'exclame-t-il. Les éleveurs de porcs expriment, plus encore que les autres, le sentiment d'être pris dans un conflit qui compromet l'existence de leur activité. Évoquer la gravité des marées vertes revient pour eux à accepter, voire à rechercher, la disparition des élevages. Les caractéristiques de leurs exploitations¹², comme leur mode de revendication, les exposent davantage à la critique [Bonnaud et Nicourt 2006].

10. Collaborateurs rémunérés à l'article, les correspondants locaux de la presse quotidienne régionale apparaissent comme des relais majeurs des mobilisations locales, mettant traditionnellement en valeur les difficultés et les justifications des agriculteurs dans les crises touchant le secteur : leur proximité avec les acteurs sociaux les conduit à construire leurs articles comme des rapports factuels et à citer directement leurs sources, en évitant de prendre position [Le Bohec 1994]. Les cinq correspondants de presse interrogés sont des femmes, ayant longtemps vécu en ville, installées sur le territoire et exerçant cette fonction depuis moins de dix ans. Si une étude sociologique approfondie auprès des 3 200 correspondants de presse de *Ouest France* et du *Télégramme* reste à réaliser, ce profil témoigne d'une convergence avec les évolutions sociodémographiques plus générales que connaît le littoral breton.

11. Hervé, éleveur de porcs, baie de Douarnenez, mars 2010.

12. Très majoritairement, il s'agit d'élevages hors-sol sur caillebotis nécessitant l'épandage de lisier et par ailleurs soumis à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Pourtant, c'est l'élevage bovin qui constitue aujourd'hui la première source de pression azotée sur le territoire, que ce soit dans les trois baies étudiées ou dans le reste de la région¹³.

Les éleveurs de porcs soulignent systématiquement le caractère socialement et politiquement construit de l'accident du cheval : ils en commentent de façon experte les circonstances et soulignent les erreurs factuelles souvent contenues dans les articles, du fait de la complexité technique du sujet. Les algues y sont présentées parfois comme toxiques alors que c'est le processus de fermentation qui est en cause, le rôle des nitrates y est mal décrit... Être éleveur, c'est, en effet, connaître l'animal et son comportement ; c'est aussi, dans les systèmes d'élevage hors-sol, gérer au quotidien le risque d'exposition aux gaz issus de la décomposition de la matière organique. Par ailleurs, pour la plupart des éleveurs rencontrés, la précision accrue des techniques de gestion des effluents et de fertilisation a considérablement fait diminuer les risques de pollution. Enfin, l'ancienneté de leur expérience des marées vertes se double parfois d'une implication dans leur gestion, parce qu'ils ont utilisé les algues collectées comme amendement, ou parce qu'ils ont été des élus actifs dans l'organisation du ramassage et du traitement. L'écart entre leur expérience et les représentations des pratiques agricoles qui leur sont renvoyées est de ce fait considérable.

Pour ceux qui ont fait le choix de rompre avec les syndicats majoritaires¹⁴, la médiatisation des marées vertes revêt une autre signification : « Les marées vertes, moi j'en ai rien à foutre, mais tant mieux si ça les fait réfléchir »¹⁵, dit Pierre-Marie, un éleveur laitier

engagé dans un programme local de lutte contre les marées vertes. S'il dénonce le « cirque » médiatique, il recueille avec soin les articles dans lesquels les responsables de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) dénoncent les critiques et les régulations environnementales, d'une façon qui lui paraît caricaturale. Malgré cette interprétation de la crise médiatique comme une sanction pour les dirigeants agricoles, Pierre-Marie sera pris par l'urgence de s'exprimer, à l'occasion d'une conférence de presse préluant à la signature d'un accord local. C'est sa ferme qui a été choisie pour accueillir l'événement, parce que sa trajectoire de conversion à l'agriculture biologique est érigée en exemple. Mais il ne supporte pas de servir de faire-valoir à des politiques

13. Sur la totalité de l'azote épandu en Bretagne, un tiers provient de la fertilisation minérale et les deux autres de la fertilisation par les déjections animales, dont 57 % des bovins, 31 % des porcins et 12 % des volailles. Voir les données du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, 2013 (<<http://www.developpement-durable.gouv.fr/D-ou-viennent-les-nitrates-a-1.html>>). Pour une étude des représentations contemporaines de la vache laitière, qui la protègent de la critique de l'élevage hors-sol, voir Micoud [2003].

14. Il s'agit principalement d'éleveurs affiliés au Centre d'études pour un développement agricole plus autonome (Cedapa) d'André Pochon dans les Côtes-d'Armor, d'anciens adhérents de la FDSEA en rupture avec le syndicat depuis son tournant libéral des années 1990 et de responsables de l'Association des producteurs de lait indépendants (Apli) dans le sud et l'ouest du Finistère. S'y ajoutent, dans toutes les baies, des éleveurs convertis à l'agriculture biologique et proches de la Confédération paysanne.

15. Entretien, baie de la Forêt, en mars 2012.

publiques dont il connaît les limites, ni à des acteurs dont il doute de la sincérité. Son refus d'être instrumentalisé se traduira par un « coup de gueule » : il évoquera à la tribune sa conviction qu'il faut s'engager, son refus de jouer le donneur de leçons, sa méfiance vis-à-vis de l'autosatisfaction affichée des signataires de l'accord, son inquiétude pour le monde paysan, dans des termes qui lui paraissent, sur le moment et encore davantage par la suite, décalés par rapport à l'état d'esprit de l'assistance. Ce sentiment d'incommunicabilité le laissera très affecté et sera à l'origine d'une longue période de retrait.

En baie de Lannion, les éleveurs laitiers engagés depuis la fin des années 1990 dans un programme local ambitieux de lutte contre les fuites d'azote animé par la communauté de communes évitent, à partir de 2009, de mettre en valeur leurs actions auprès des institutions dans les pages locales de la presse quotidienne régionale. Ils refusent, eux aussi, de s'ériger en modèle et estiment que leurs prises de paroles publiques peuvent désormais être interprétées par leurs pairs comme un manque de loyauté et de solidarité face à ce qu'ils vivent comme un procès généralisé de leur activité.

La crise est ainsi largement abordée comme une épreuve médiatique par les éleveurs, épreuve dans laquelle le vrai n'est plus discernable du faux et dans laquelle leur parole ne peut être comprise. Par ailleurs, la densité de la couverture médiatique nourrit le sentiment que les marées vertes sont devenues le seul critère d'évaluation reconnu des pratiques agricoles.

Une déstabilisation de l'action collective

Depuis les années 1990, période au cours de laquelle les médias généralistes, en particulier la presse quotidienne régionale, commencent à relayer les discours critiques de l'élevage intensif, les responsables agricoles majoritaires adoptent une stratégie systématiquement offensive, soucieux de ne pas laisser les associations environnementalistes occuper la totalité d'un espace médiatique qu'ils appréhendent comme un champ de lutte. L'utilisation des médias généralistes comme instrument d'alerte par ces associations s'accompagne ainsi de leur institutionnalisation comme espace de violence réglée : une même épreuve de force se rejoue pendant une vingtaine d'années, au gré des négociations et des contentieux entourant la mise en œuvre du droit communautaire de l'eau et des réglementations visant la régulation des pollutions diffuses d'origine agricole. Parallèlement, la profession s'appuie sur une presse spécialisée qui sert de vitrine aux succès technologiques et commerciaux du secteur.

Les mobilisations professionnelles, très fréquentes dans la région, sont des temps forts de valorisation de la « base », dont la communication est maîtrisée [Le Bohec 1994 ; Neveu 2002]. Outil de défense des intérêts de la profession, elles renforcent aussi son unité, s'adressant aux agriculteurs comme aux publics non agricoles. On observe une remarquable continuité dans les stratégies médiatiques du syndicat majoritaire depuis les mobilisations liées à la surproduction légumière de 1961, qui ont fait émerger la figure tutélaire d'Alexis Gourvennec jusqu'au mouvement des Bonnets

rouges en 2013, animé par l'un de ses héritiers, Thierry Merret. Ces stratégies, qui se caractérisent par des rapports de force avec les élus, les services déconcentrés de l'État et les forces de l'ordre, s'appuient particulièrement sur la presse locale et nationale généraliste.

En 2009, les responsables de la FNSEA ont le sentiment de perdre la maîtrise de ce terrain : si l'agenda médiatique semble gouverner la mobilisation politique au plus haut niveau de l'État, en la circonstance ils ne sont maîtres ni de l'un, ni de l'autre. L'événement prend sens en s'inscrivant dans la longue série des « coups médiatiques » échangés entre dirigeants agricoles et militants écologistes. L'accident du cheval et ses suites sont malgré tout vécus comme une rupture par les responsables agricoles locaux. Il semble ainsi à Gilles, éleveur de porcs responsable local de l'Union générale des producteurs de viande de Bretagne (UGPVB), que la mobilisation politique qui a suivi la médiatisation de l'accident sonne le glas d'une prise en compte sérieuse des questions agricoles dans la région :

Quand j'ai vu Fillon arriver dans les Côtes-d'Armor, pour un cheval crevé, je me suis dit : « Ça y est, c'est bon, c'est mort ». [Silence] D'abord j'y ai pas cru, je pensais qu'il y avait d'autres priorités que celle-là en France aujourd'hui. Et donc après la suite, le cheval, les sangliers, enfin ça n'a fait que remuer de la merde.¹⁶

Avant cet épisode, l'actualité environnementale était davantage traitée – au niveau régional comme national – à travers les plans d'action déclinant la directive « nitrates »¹⁷, et les algues vertes n'étaient pas un sujet politique mais une pollution locale. De ce fait,

le « problème » des algues vertes commence pour Paul, éleveur et élu de la FDSEA du Finistère, en 2009 :

Quand j'ai commencé à la chambre [d'agriculture] [...] il y avait rien. Tout est parti en même temps du cheval. Avant non. Enfin si, quand même... Il y avait des dossiers lourds : les taux de nitrates dans l'eau, le phosphore, les problèmes bactériologiques, ah si ! L'environnement, on était dessus quand même. [...] Mais maintenant l'algue verte, c'est à toutes les sauces. Et je vois la modification de la directive nitrates, le titre c'est « algues vertes ». [...] Mais ça a quoi à voir ? Ça n'a rien à voir !¹⁸

Paul dénonce à la fois les effets d'amplification et les effets de ré-étiquetage, qui conduisent à ne plus lire les politiques environnementales que par le prisme des algues vertes. Soucieux de ne pas paraître arc-bouté sur des positions défensives, il peine cependant à trouver une juste posture dans ses rapports avec les journalistes lorsque le sujet est abordé et à faire le tri entre incompétence et parti pris journalistiques.

16. Entretien avec Gilles, baie de Douarnenez, en juillet 2012.

17. En 1994, l'ensemble du territoire breton a été classé en zone vulnérable par rapport au paramètre « nitrates ». Depuis cette date, cinq programmes d'action pluri-annuels encadrant les pratiques de fertilisation azotée ont été adoptés. En complément des mesures générales, ils prévoient des actions renforcées dans les zones définies comme les plus sensibles.

18. Entretien avec Paul, éleveur laitier et porcin, élu FDSEA, en juillet 2012.

Le journaliste me dit : « Mais chez vous en Bretagne là-bas quand même, vos lisiers là... il vous faut des bottes en permanence pour passer dans les champs, c'est gluant, tout ça ». [...] Avec ce qu'ils entendent, ils pensent que c'est comme ça : on a des élevages, et puis après du lisier quoi, la pâte dans la terre, oh ! [...] Parce que l'image qu'il a, c'est à chaque fois on voit le tracteur avec le lisier ben qu'on épand, qui monte en l'air, qui tombe sur cette pauvre terre qui est en dessous et puis tout est pfffiou... [Geste d'asphyxie].

L'expertise agronomique des dossiers, qui lui permettait d'asseoir sa crédibilité et son discours auprès des journalistes, n'est plus aussi opérante. Il lui faut désormais passer par un discours sur des mécanismes et des milieux qu'il maîtrise moins bien comme les proliférations algales, les effets des apports en nutriments sur le milieu marin, les dangers des émanations d'hydrogène sulfuré en milieu ouvert ou les effets du phénomène sur le tourisme. Le danger sanitaire apporte de nouvelles questions, de nouveaux formats, et l'oblige à composer avec des représentations schématiques des relations entre agriculture et marées vertes. Qui plus est, après l'accident de juillet 2009, il devient très difficile de coordonner l'expression dans les médias des agriculteurs, ni même des représentants affiliés à la fédération. Les sollicitations directes des médias en direction des agriculteurs se multiplient en effet. Elles mettent en lumière la diversité des sensibilités et des situations dans les baies et ouvrent des tribunes aux agriculteurs critiques du modèle dominant. Les éleveurs affiliés au syndicat se retournent, eux, vers leurs responsables pour savoir quelle conduite adopter.

Le travail conduit par les élus FDSEA dans les premiers mois qui suivent la mort du cheval consiste alors principalement à distribuer aux adhérents des argumentaires standardisés visant à déconstruire le danger sanitaire et à organiser des réunions d'information et de concertation en guise de contre-feux. Parallèlement, la responsabilité de gestion assumée par le syndicat dans les chambres d'agriculture l'oblige à valoriser l'engagement des agriculteurs pour la reconquête de la qualité de l'eau et à faire varier son discours en fonction des territoires concernés. Mais reconnaître cette diversité, appuyer la construction de partenariats locaux entre agriculteurs et collectivités locales, c'est risquer de fragiliser les solidarités professionnelles au profit de solidarités territoriales.

Au quotidien, les responsables agricoles ont donc à faire face à une démultiplication des fronts médiatiques et à un débordement des cadres habituels de l'expression publique des professionnels agricoles. La répartition des rôles entre responsables syndicaux, élus des chambres d'agriculture, représentants élus des coopératives et des groupements, entre responsables locaux et départementaux, doit être repensée et les réponses adaptées au cas par cas.

La mise en scène du rapport de force dans les baies

À partir de 2009, les associations environnementalistes, les organisations agricoles minoritaires, les syndicats proches de l'alter mondialisme et les écologistes politiques prennent l'initiative, à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, de se mobiliser

pour la qualité de l'eau et contre le productivisme agricole sur un lieu symbolique. En septembre 2010, la coordination « anti-marées vertes » décide d'organiser pour la première fois cette mobilisation dans le Finistère, en baie de Douarnenez. Le choix du site répond à une double préoccupation. D'abord, inscrire dans la durée un mouvement engagé avec un premier rassemblement de 4 000 personnes. Ensuite, appuyer la consolidation du mouvement sur de nouveaux territoires. Une association, Baie de Douarnenez Environnement, vient en effet d'être créée dans cette partie du Finistère, considérée généralement comme un bastion de la défense du productivisme.

Quelques jours avant la manifestation, un collectif de « gens du pays – artisans et commerçants, agriculteurs, actifs et retraités du territoire » annonce la tenue sur le même site d'un rassemblement pour lutter contre « les manifestations qui divisent les Bretons » et exprimer un « ras-le-bol des réglementations environnementales, de la non-reconnaissance des efforts en matière d'environnement depuis quinze ans »¹⁹. Le collectif regroupe des agriculteurs du bassin-versant affiliés à la FDSEA, des commerçants et des élus locaux. Ils déploient beaucoup d'efforts pour organiser l'événement, prenant soin de désigner un porte-parole, Yann, vers qui les médias sont orientés. Ils font venir une grue, de laquelle il est possible de photographier la foule des participants formant les mots « Vivre ici » (*fig. 1*), « Vivre et travailler au pays », « Pour une Bretagne Unie ». Ces slogans réactivent l'unanimité des années 1960. Il s'agit d'abord de refuser l'importation d'opinions sur l'agriculture considérées comme illégitimes, en

questionnant l'autochtonie et les motivations des manifestants « anti-marées vertes » et en affirmant la qualité de la prise en charge locale du problème. Un message que Yann martèle : « On ne comprend pas pourquoi ils ont choisi cet endroit ». Le collectif met ainsi en scène la continuité de l'intégration des agriculteurs dans un espace social local auquel les environmentalistes, mobilisés au nom de principes abstraits, ne peuvent ni ne doivent avoir accès, c'est-à-dire l'incommensurabilité du capital d'autochtonie de ces deux groupes [Retière 1994 ; Renahy 2010].

Le choix comme porte-parole d'une personnalité consensuelle (relevant de l'aile modérée de la FDSEA, impliquée dans les négociations locales, à la fois éleveur laitier et éleveur porcin) offre un saisissant contraste avec la mise en scène de la diversité, de l'autre côté des dunes : le collectif local met en avant la légitimité territoriale et la réappropriation d'une parole confisquée. La coordination « anti-marées vertes » valorise, quant à elle, l'ampleur régionale de la mobilisation, son caractère foisonnant et fédératif. Des deux côtés, on a recours à des symboles identitaires avec force musiques et drapeaux, dans une forme de « course aux armements communicationnels » [Neveu 2010 : 247]. Mais le rassemblement « anti-marées vertes » dispose d'un appareillage symbolique plus étoffé, mettant en scène la mort et l'adoration du profit (*fig. 2*), ce qui suscite la colère des éleveurs.

19. Voir l'article de *Ouest France*, « Algues vertes : mobilisations dimanche », daté du 16 septembre 2010.

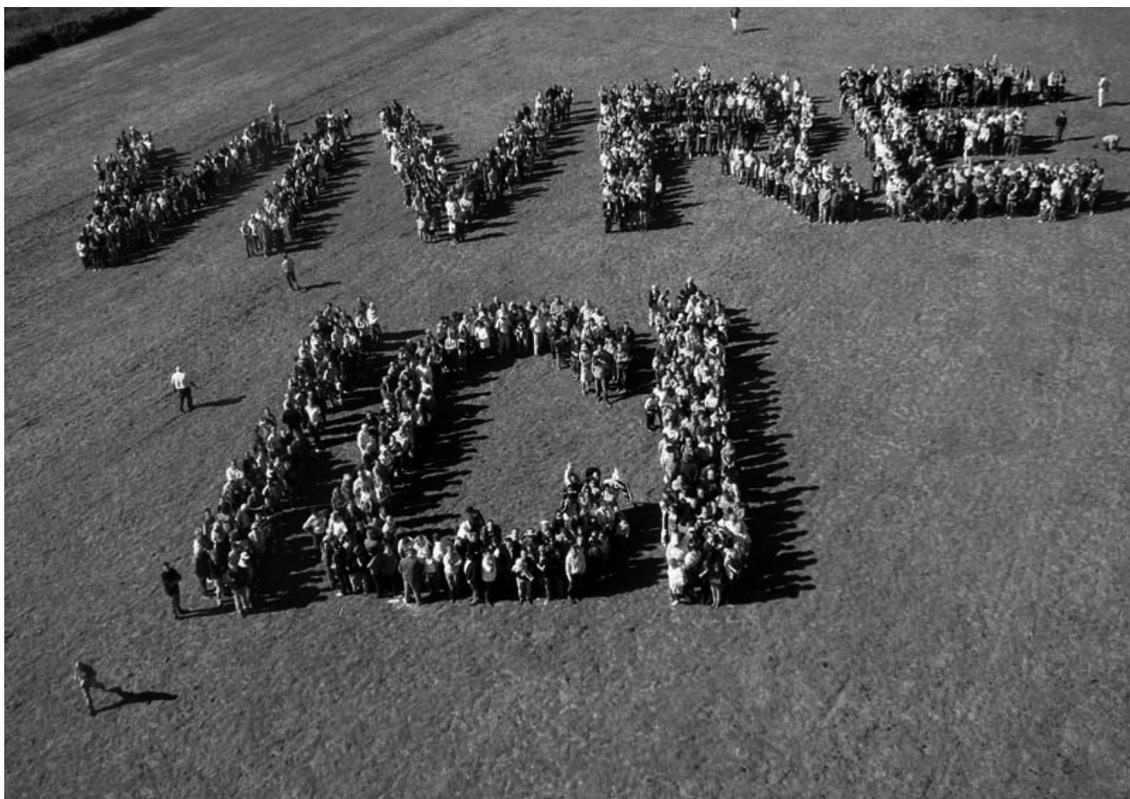


Fig. 1. « Vivre ici » : un temps fort du rassemblement de soutien aux agriculteurs organisé en réaction à la mobilisation des écologistes, Plonévez-Porzay (Finistère), septembre 2010.
(Crédit : chambre d'agriculture du Finistère)



Fig. 2. Des militants écologistes parodient le Pardon de Sainte-Anne-la-Palud en défilant avec une tirelire en forme de cochon d'or, Plonévez-Porzay (Finistère), septembre 2010. (Crédit : A. Levain)



Fig. 3. Les participants au rassemblement « Pour une Bretagne unie » devant la scène occupée par des journalistes et techniciens audiovisuels, Fouesnant (Finistère), septembre 2011. (Crédit : A. Levain)



Fig. 4. Visuel de promotion du métier d'éleveur de porcs, dans le cadre d'une campagne d'affichage dans 500 communes bretonnes, juin 2011. (Crédit : Comité régional porcin de Bretagne)



Fig. 5. Visuel d'une campagne nationale de France Nature Environnement dénonçant l'agriculture productiviste, ayant fait l'objet d'actions en justice et de mobilisations empêchant son affichage dans le métro parisien, janvier 2011. (Crédit : France Nature Environnement)



Fig. 6. Des éleveurs de porcs organisent, devant les caméras, un match de football sur une plage interdite d'accès suite à la mort d'une harde de sangliers, suspectée d'avoir succombé aux émanations d'hydrogène sulfuré issues de la décomposition des algues vertes, Morieux (Côtes-d'Armor), août 2011. (Crédit : I. Lejas/La France Agricole)



Fig. 7. Vingt éleveurs de porcs posent nus en baie de Douarnenez, à l'occasion d'une campagne de communication du groupement de producteurs Porfimid, Plonévez-Porzay (Finistère), septembre 2011. (Crédit : Porfimid)

La situation se reproduit l'année suivante : les associations écologistes appellent à un rassemblement en baie de la Forêt. Il s'en suit immédiatement l'annonce d'un rassemblement en riposte. La couverture médiatique de la mort des sangliers s'étant étalée sur la quasi-totalité de la saison estivale 2011, les élus locaux craignent de voir ce que certains d'entre eux ont appelé ironiquement « l'effet marcassin » se prolonger indéfiniment. Le collectif Pour une Bretagne unie organise en amont des conférences de presse impliquant des responsables politiques et professionnels régionaux. Les élus agricoles mobilisent ceux de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Ils organisent la veille une conférence de presse devant une grande entreprise locale de salaisons. Le jour du rassemblement, les représentants de la branche tourisme de la CCI et du comité régional des pêches se succèdent à la tribune. Ils vilipendent l'irresponsabilité des écologistes et les atteintes portées à l'image de la Bretagne. Le point d'orgue de la mobilisation est à destination des médias : on fait monter les journalistes sur la scène et des drapeaux bretons sont distribués à toutes les personnes présentes. Au son de Nolwenn Leroy²⁰, on demande à la foule de se resserrer, de se placer en face des caméras et d'agiter les drapeaux. Les journalistes sont à la tribune et les participants organisent pour eux une chorégraphie que photographes et caméramen plébiscitent (*fig. 3*).

Par rapport à l'année précédente, les organisateurs ont d'emblée anticipé la couverture nationale de l'événement et concentré leurs efforts sur les journalistes. La manifestation est conçue comme une entreprise de séduction

communicationnelle en direction d'un public spécialisé de représentants des médias [Champagne 1984]. Le discours des organisateurs met en avant la solidarité entre les entrepreneurs locaux dans la défense de l'image de marque du territoire. Élus, opérateurs touristiques, industriels, exploitants agricoles peuvent adhérer sans difficulté à ce discours dépolitisé. L'expérience acquise d'une année sur l'autre est notable.

Ces mobilisations alimentent, le lendemain, les premiers titres des journaux télévisés et de la presse. Les médias nationaux titrent en majorité sur le décompte des manifestants (un simple parking sépare les deux rassemblements) et reprennent les images construites à leur intention par les organisateurs. Si l'on discute âprement des chiffres de la participation, il s'avère impossible de départager les camps par leur nombre de partisans, toujours identique des deux côtés selon les comptages de la préfecture (!). Devant ce constat, les associations écologistes abandonnent cette formule l'année suivante, mettant fin, ainsi, aux rassemblements initiés par les organisations agricoles.

Nier l'épreuve ? La communication des éleveurs de porcs après 2009

Ces mobilisations apparaissent comme le principal outil d'un renforcement et d'une mise en scène de l'unité du monde agricole face à la

20. Nolwenn Leroy est une chanteuse populaire qui a consacré un disque au répertoire celtique. Elle fait partie de ces « ambassadrices » de la région souvent sollicitées par les représentants économiques et politiques pour en construire l'image de marque.

critique. Elles prennent toutefois place dans un ensemble d'actions, qui révèlent de profondes différences de conception des relations entre groupes sociaux face aux transformations agricoles contemporaines. Les groupements d'éleveurs de porcs accentuent ainsi au cours de cette période une stratégie de communication spécifique, qui repose sur deux principes : d'abord, la valorisation de la figure de l'éleveur ; ensuite, la patrimonialisation de l'élevage porcin. S'ils se sont investis dans l'organisation des contre-rassemblés, ces groupements ont également renforcé leur communication directe vers le grand public, du fait de leur méfiance vis-à-vis de la presse et, plus encore, de la représentation visuelle des élevages.

Ainsi, plusieurs éleveurs de porcs interviewés m'indiquent en 2011 avoir pris la décision, *via* leurs groupements, de ne plus autoriser le tournage d'images à l'intérieur des élevages sur caillebotis. Ils ont constaté que malgré les discours rassurants des journalistes qui les avaient sollicités, la voix *off* accompagnant les images instruisait systématiquement « à charge ». En pleine crise médiatique, le comité régional porcin (CRP) lance une campagne publicitaire de promotion du porc breton (*fig. 4*), qui est conçue comme une réponse à France nature environnement (*fig. 5*). L'affiche se veut « provocante et décalée »²¹. Elle met en avant la modernité de la profession, la sécurité sanitaire et la préférence régionale. Les réactions recueillies auprès des passants reflètent un certain malaise : l'éleveur représenté ressemble à un homme d'affaires et la relation avec la terre et les animaux n'est pas évoquée.

D'autres actions sont menées par des groupes d'éleveurs sur les plages (*fig. 6 et 7*). Elles attirent les médias mais provoquent des débats enflammés sur les forums en ligne de la presse régionale. En organisant un match de football sur la plage de Morieux, interdite d'accès suite à la mort des sangliers, les éleveurs souhaitent donner à leur rassemblement une tonalité à la fois festive et provocatrice. À cette occasion, les porte-parole insistent sur le fait qu'ils n'acceptent pas les conclusions des scientifiques sur l'origine des marées vertes et réfutent leurs explications qui imputent la mort du cheval en 2009 et celle des sangliers en 2011 aux émanations d'hydrogène sulfuré. Les mobilisations sont ainsi l'occasion d'occuper symboliquement l'espace précédemment envahi par les algues, les « écolos » et les touristes, mais également d'énoncer une conception alternative du développement régional qui relègue les marées vertes au rang d'épiphénomène, voire de fable médiatique.

Ce rapport à la dynamique médiatique, qui accorde une place centrale aux représentations visuelles des élevages et des algues, rapproche paradoxalement à partir de 2011 le discours des organisations agricoles dominantes de celui des collectivités locales et des représentants de l'État : ils mettent tous l'accent sur les effets pervers des représentations médiatiques et dénoncent leur instrumentalisation par les acteurs critiques du modèle économique agricole régional. Leurs propos dans les médias, mais également les stratégies complexes qu'ils mettent en

21. Expression tirée du site du Comité régional porcin de Bretagne, qui dresse l'historique des actions de « promotion du métier » d'éleveur (<www.leporcembretagne.com/promotion-du-metier.html>).

place pour les contrôler, reflètent cette peur et ce rejet. Ces formes de gestion des relations à l'espace médiatique donnent aux questions d'image un poids considérable : il en va ainsi en 2011 lorsque la FNSEA, l'UGPVB et le Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement (Farre) s'insurgent de façon répétée contre le projet de campagne de France nature environnement, alors même que les affiches n'ont pas été placardées. Le président de la région Bretagne décide, lui, d'attaquer en justice l'association, en l'accusant d'une part de porter atteinte à l'image de la « première région agricole de France » en la représentant comme « source de pollution et de mise en danger d'autrui » et, d'autre part, d'avoir procédé à un photomontage²². De même, les élus des Côtes-d'Armor protestent solennellement contre une opération de communication du conseil général des Ardennes mettant en scène son emblème, le sanglier, s'attaquant à des algues vertes²³. En bien des occasions entre 2009 et 2012, les acteurs institutionnels bretons réaffirment à la fois l'identité agricole du territoire et l'illégitimité des acteurs extérieurs à utiliser l'image des marées vertes. Ces discours fondés sur la revendication d'autochtonie renforcent « l'indexicalisation » des représentations des marées vertes : il s'agit d'un problème spécifiquement breton, à régler par des Bretons. Mais ils renforcent aussi l'iconicité du phénomène, c'est-à-dire le fait que la mise en avant d'une qualité particulière de l'objet représenté suffit à le faire reconnaître [Descola 2008] : représenter les marées vertes, c'est aujourd'hui évoquer l'élevage intensif et un « modèle » à bout de

souffle. La coproduction des événements médiatiques, volontaire dans le cas des mobilisations, s'avère alors involontaire : les tentatives de maîtrise de l'emploi des images de marées vertes tendent à renforcer leur présence médiatique. Elles accentuent leur pouvoir évocateur et leur efficacité symbolique, alors même que ces tentatives visent à contester le caractère signifiant de l'objet représenté.

Conclusion

L'accentuation de la médiatisation des marées vertes à partir de 2009 confronte les éleveurs bretons à un ensemble de discours profanes et critiques sur leur activité, leur ancrage local et leur identité professionnelle, à partir d'une épreuve (la mise en évidence du danger sanitaire associé à la décomposition des algues) dont ils ne reconnaissent que partiellement la légitimité. La dynamique médiatique met au jour une tension devenue pour eux majeure, entre urgence de la réappropriation d'une image qui leur échappe et impossibilité à communiquer leur expérience. Leurs formes traditionnelles d'utilisation des médias comme instrument de légitimation perdent de leur efficacité, dans un contexte où l'agriculture est questionnée à nouveaux frais : par ses effets sur l'environnement et sur la santé

22. Voir l'article du *Télégramme*, « Pub choc. La Région Bretagne porte plainte », daté du 17 février 2011. L'affaire prendra fin avec une procédure de conciliation.

23. Voir l'article de *La Gazette des communes*, « Sanglier vs algues vertes : le jeu du CG des Ardennes sur Facebook qui ne fait pas rire les Bretons », daté du 6 octobre 2011.

d'une part, par sa participation effective au développement régional de l'autre.

C'est en ce sens que l'exposition médiatique peut être appréhendée ici comme une forme particulière d'épreuve, dans une double perspective. D'abord, elle témoigne à la fois d'une dépendance croissante des mobilisations sociales vis-à-vis des médias et de l'inégalité des ressources dont disposent les différents groupes sociaux pour y faire face. Ensuite, elle oblige à prendre en compte la distance croissante entre les conditions effectives de production, de vie et de travail en élevage, et les conditions de légitimité de l'activité agricole qui évoluent profondément.

Dans ce contexte, la réaffirmation d'une identité collective suppose un travail de reconstruction et implique de composer avec les identités plurielles qui structurent l'expérience des éleveurs, en tant que groupe minoritaire, en tant qu'habitants, en tant que professionnels, en tant qu'acteurs politiques. Ce sont ces multiples dimensions de l'expérience, leur articulation et leur évolution dans le temps que l'enquête ethnographique permet d'appréhender simultanément, en multipliant les points d'observation.

Faire face à l'épreuve passe, en effet, par l'organisation de moments de partage, mais aussi par l'investissement d'un espace de lutte dont les contours et les règles sont redéfinis. La lutte se construit simultanément dans l'espace classique de la négociation des politiques publiques et par la recherche de représentations actualisées et plus légitimes de la modernité agricole. C'est au travers de la production de ces représentations que les apprentissages consécutifs à l'épreuve sont les plus sensibles : la patrimonialisation de l'élevage porcin, la mise en avant de la figure d'un éleveur qui souffre et pourtant « encaisse », la dissimulation des conditions d'élevage et la reconstitution d'un unanimité régionale fondé sur l'impératif du développement local en constituent les principaux motifs. Mais l'épreuve médiatique, par son caractère distribué entre une pluralité de groupes sociaux et d'échelles spatiales et par son imprévisibilité, rend impossible la construction d'un discours unifié et d'une action coordonnée. La reconnaissance, longtemps impossible, d'une pluralité des paroles et des trajectoires possibles d'évolution du modèle agricole dominant en Bretagne semble aujourd'hui inévitable.

Bibliographie

- Bonnaud, Laure et Christian Nicourt** — 2006, « Les éleveurs de porcs face à leurs détracteurs en Dor-dogne et dans le Finistère », *Études rurales* 177 : 55-68.
- Brun, Alexandre et Jean-Paul Haghe** — 2016, « Les médias, les algues vertes et le modèle agricole breton », *L'espace géographique* 45 (2) : 142-156.
- Châteauraynaud, Francis et Didier Torny** — 1999, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris, Éditions de l'EHESS.
- Champagne, Patrick** — 1984, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 52 (1) : 19-41.
- Descola, Philippe** — 2006, « La fabrique des images ». *Anthropologie et sociétés* 30 (3) : 167-182.
- Dewey, John** — 2010 [1927], *Le public et ses problèmes*. Paris, Gallimard.
- Le Bohec, Jacques** — 1994, *Le « rôle démocratique » de la presse locale à travers l'étude des relations entre élus municipaux et locaux*. Thèse de doctorat en science politique. Rennes, Université de Rennes-1.
- Le Chêne, Monique** — 2012, « Algues vertes, terrain glissant », *Ethnologie française* 42 : 657-665.
- Levain, Alix** — 2013, « Faire face aux marées vertes, penser les crises du vivant », *Ethnographiques.org* 27 (<www.ethnographiques.org/2013/Levain>). — 2014, *Vivre avec l'algue verte : médiations, épreuves et signes*. Thèse de doctorat en ethnologie et anthropologie sociale. Paris, Muséum national d'histoire naturelle.
- Martuccelli, Danilo** — 2015, « Les deux voies de la notion d'épreuve en sociologie », *Sociologie* 6 (1), (<<http://sociologie.revues.org/2435>>).
- Mercier, Arnaud** — 2006, « Logiques journalistiques et lecture événementielle des faits d'actualité », *Hermès* 46 (3) : 23-35.
- Micoud, André** — 2003, « Ces bonnes vaches aux yeux si doux », *Communications* 74 (1) : 217-237.
- Neveu, Érik** — 2002, « The Local Press and Farmers' Protests in Brittany : Proximity and Distance in the Local Newspaper Coverage of a Social Movement », *Journalism Studies* 3 (1) : 53-67. — 2010, « Médias et protestation collective » in É. Agrikoliansky, I. Sommier et O. Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte : 245-264.
- Quéré, Louis** — 2012, « Le travail des émotions dans l'expérience publique. Marées vertes en Bretagne », in D. Cefaï et C. Terzi (dir.), *L'expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes*. Paris, Éditions de l'EHESS : 135-162.
- Renahy, Nicolas** — 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques* 40 : 9-26.
- Retière, Jean-Noël** — 1994, *Identités ouvrières. Histoire d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*. Paris, L'Harmattan.
- Stavo-Debauge, Joan** — 2012, « Des "événements" difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste », in D. Cefaï et C. Terzi (dir.), *L'expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes*. Paris, Éditions de l'EHESS : 191-223.

Résumé

Alix Levain, *Une épreuve médiatique ? Les éleveurs bretons et les marées vertes*

Une période d'intense médiatisation a suivi la mise en évidence du danger sanitaire associé aux marées vertes en Bretagne en 2009. L'élevage intensif étant identifié

Abstract

Alix Levain, *A Media Event? Livestock farmers and algal blooms in Brittany*

A period of intense media coverage followed revelations about the health risks tied to algal blooms in Brittany in 2009. Intensive livestock farming was identified as

comme la cause du phénomène, les éleveurs bretons ont été durant cette période très exposés médiatiquement. Fondé sur une enquête ethnographique, cet article montre comment les émotions qu'ils ressentent face à ces événements appellent une partie des éleveurs vers le repli, l'autre vers la mobilisation, sans que leurs représentants puissent d'emblée identifier les moyens d'une action coordonnée. Il décrit le processus de réappropriation de l'espace médiatique par les éleveurs, par des mobilisations mettant en scène leur détermination et les menaces pesant sur leur activité. De façon moins visible, de nouvelles stratégies de communication émergent et montrent comment le choc initial se transforme en expérience sociale.

Mots clés

Bretagne, agriculture, élevage intensif, marées vertes, médiatisation, mobilisations sociales, pollution, sociologie des épreuves

the cause of the problem and Breton livestock farmers were heavily criticized in the media at the time. This article takes an ethnographic approach to show how the emotions spurred by these events pushed some livestock farmers to introversion and others to mobilization, without their representatives being able to quickly devise a coordinated course of action. It describes how farmers reclaimed the media spotlight through mobilization that showcased their determination and the threats weighing on their sector. Less visible, new communications strategies emerged and highlight how the initial shock evolved into a social experience.

Keywords

Brittany, agriculture, intensive livestock farming, algal bloom, media coverage, social mobilization, pollution, sociology of events